

Les Possibles — No. 02 Hiver 2013-2014

Déclin de la production pétrolière

vendredi 21 février 2014, par Jacques Cossart

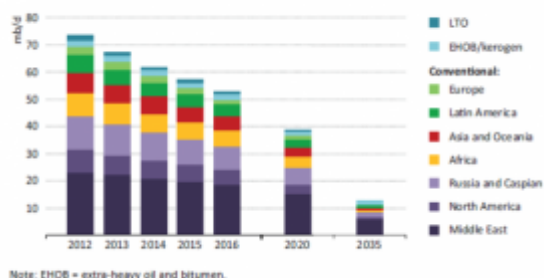
L'Agence internationale de l'énergie AIE-IEA a publié le 12 novembre 2013 son rapport annuel [World Energy Outlook 2013 \(WEO\)](#) qui ne sera rendu en accès libre que dans cinq ans ; on peut télécharger aujourd'hui, le [WEO 2008](#).

Chaque année, la publication du rapport s'accompagne d'un [résumé](#) présenté en onze langues différentes dont le français

On lira aussi, en anglais, les [trente et un faits majeurs que l'AIE retient pour apprécier la situation en matière d'énergie d'ici à 2035](#),

La demande de pétrole, estimée aujourd'hui à 87 millions de barils/jour (soit environ 4 200 millions de tonnes/an), devrait s'établir à 101 Mb/j en 2035 (4 870 millions de tonnes/an). En face de cette demande, l'offre, sans investissements nouveaux sur les champs existants, devrait passer de quelque 73 millions Mb/j en 2012 à moins de 13 millions Mb/j en 2035 selon le graphique ci-dessous de WEO dans lequel le sigle NGL signifie *natural gaz liquids*.

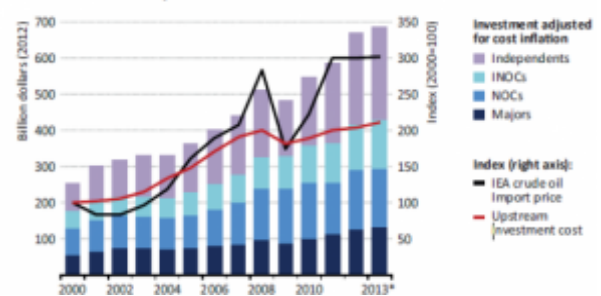
Figure 14.6 - Production that would be observed from all currently producing fields in the absence of further investment (excluding NGLs)



Dans ce contexte, le WEO 2013 met en évidence qu'au-delà de 2020, malgré la production des pétroles de schistes (LTO) et autres huiles non-conventionnelles aux États-Unis – à ce propos, l'Agence remarque que le déclin de ce type de gisements est plus précoce et plus important que celui des puits traditionnels – ainsi que la production en mer par le Brésil, ou les autres ressources fossiles non conventionnelles, l'Arabie saoudite reprendrait le haut du pavé. Le pic pétrolier, longtemps démenti par l'industrie pétrolière et ses thuriféraires, n'est désormais plus un sujet tabou à l'AIE ; c'est ainsi que, depuis une dizaine d'années, le WEO revoit à la baisse ses prévisions de production. Lire à cet égard le [compte rendu d'Agnès Sinaï de la conférence de l'APSO](#) (Association for the Study of Peak Oil) de 2012. Le WEO estime que, pour maintenir d'ici à 2020 le niveau de production de 2012, il serait nécessaire de mettre en œuvre

des capacités productives équivalentes à trois fois celles de l'Arabie saoudite. Pourtant, comme on le voit ci-dessous, les investissements dans la prospection/production, auront été très importants entre 2000 et 2013, passant d'environ 250 milliards de dollars à près de 700 milliards de dollars en 2013.

Figure 14.20 - Worldwide upstream oil and gas investment and the IEA Upstream Investment Cost Index



Le WEO 2013 fait remarquer que le secteur énergétique étant à l'origine des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre, il tient une place majeure dans la maîtrise du réchauffement climatique. Or, le scénario retenu par l'Agence de Paris, qui tient compte de toutes les mesures restrictives adoptées par les gouvernements, projette, d'ici 2035, une augmentation de 20 % des émissions de CO₂ qui sera responsable d'une augmentation moyenne de la température de 3,6°C, à comparer avec les 2°C retenus au niveau international. Pourtant, le monde compte 1,3 milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'énergie électrique, dont la moitié sur le continent africain qui recèle pourtant des ressources importantes.

Les énergies renouvelables devraient représenter près de la moitié de l'augmentation de l'énergie électrique d'ici 2035, constituant alors 30 % de la production électrique mondiale. En revanche, la production électrique d'origine nucléaire aura augmenté des 2/3 et seul 1 % des centrales à combustible fossile devrait être équipé de systèmes de capture et stockage du carbone. En outre, pour des raisons de prix, la demande mondiale de charbon devrait augmenter de 17 %.

Une conclusion s'impose : au cours des vingt prochaines années, le secteur énergétique ne contribuera pas, tant s'en faut, à la réduction de l'émission des GES !